ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

PSA Peugeot-Citroën

Question au Gouvernement n° 3382

Texte de la question

SITE DE PSA À AULNAY

M. le président. La parole est à Mme Marie-George Buffet, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

Mme Marie-George Buffet. Monsieur le Premier ministre, l'industrie automobile représente 750 000 emplois en France. C'est un secteur structurant pour notre économie. La qualité de notre production liée au savoir faire des salariés, de l'ouvrier à l'ingénieur, est reconnue. Mais après avoir reçu de l'argent public et bénéficié de la prime à la casse, les groupes poursuivent leur politique de délocalisation, de restructuration et de suppressions d'emplois.

Cette fois, c'est particulièrement la Seine-Saint-Denis qui est frappée avec la fermeture, annoncée dans les projets de la direction, du site de PSA-Aulnay - un drame cyniquement programmé pour les 3 500 salariés qui y travaillent, pour leurs familles et pour les jeunes du département qui verront ainsi mourir des perspectives d'embauche.

Pourtant, PSA annonce un résultat net en progression de plus d'un milliard d'euros. C'est donc bien pour nourrir les actionnaires que PSA supprime des sites. Pour eux, un peu plus de dividendes vaut bien le site d'Aulnay. Ils n'ont que faire des hommes et des femmes qui, par leur travail, répondent aux besoins. Ils n'ont que faire du développement industriel et de l'intérêt de la France.

En défendant leurs emplois, leurs acquis sociaux et notre industrie, les ouvriers d'Aulnay défendent l'intérêt général.

Monsieur le Premier ministre, le Gouvernement se doit d'être aux côtés des salariés. Depuis les révélations faites par les syndicats, la direction n'a donné aucune garantie fiable pour l'avenir. Or l'État doit assumer ses responsabilités et imposer aux groupes qui perçoivent de l'argent public le maintien de la production et de l'emploi en France.

Aussi, concernant le site d'Aulnay, comment comptez-vous obtenir de la direction de PSA le maintien de la production de la C3 sans suppression d'emplois et l'arrivée d'un nouveau véhicule sur le site pour une activité pérenne ? *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe GDR.)*

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Demandez donc à Mélenchon !

M. le président. La parole est à M. le ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique.

M. Éric Besson, *ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique.* Madame Buffet, le président de Peugeot, M. Warin, a très clairement indiqué que le document auquel vous avez fait allusion n'était qu'un document de travail dont il ne niait pas l'existence mais non suivi de concrétisation au niveau opérationnel, et qu'il démentait sa mise en oeuvre.

M. Daniel Paul. Paroles, paroles !

M. Éric Besson, *ministre.* Peugeot produit plus en France qu'il ne vend. L'année dernière, le groupe PSA a investi 700 millions d'euros en France et, cette année, investira 800 millions d'euros dans ses usines.

Vous vous inquiétez plus particulièrement pour le site d'Aulnay. Je note que le maire socialiste de la ville considère pour sa part que le plan de charge lui paraît garanti jusqu'en 2016, dans la mesure où la C3, réussite commerciale incontestable puisque produite à près de 200 000 exemplaires par an, a un plan de charge qui va au moins jusqu'aux années 2015-2016. Pour la suite, il appartiendra au groupe, en fonction de l'état de la

production et de la commercialisation, de définir au besoin d'autres objectifs pour les sites d'Aulnay et Sevelnord.
Le Premier ministre a indiqué la semaine dernière, et j'ai relayé ses propos, que les pouvoirs publics auraient jugé inacceptable le plan conçu dans ce document de travail, justement pour la raison que vous avez indiquée : pendant la crise, l'État a aidé ces deux principaux constructeurs en leur prêtant 6 milliards d'euros - qu'ils ont d'ailleurs remboursés depuis. Les constructeurs ont en outre bénéficié, vous l'avez souligné à juste titre, de la prime à la casse, des fonds d'OSÉO pour les sous-traitants, et du fonds de modernisation des équipementiers automobiles.
Soyez assurée, madame la ministre, que le Gouvernement suit ce dossier avec la plus grande vigilance. Pour l'heure, il n'y a pas d'inquiétude particulière à avoir.

Données clés

Auteur : Mme Marie-George Buffet
Circonscription : Seine-Saint-Denis (4e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 3382
Rubrique : Automobiles et cycles
Ministère interrogé : Industrie, énergie et économie numérique
Ministère attributaire : Industrie, énergie et économie numérique

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 22 juin 2011
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 22 juin 2011